



Sondage sur les politiques fiscales

Résultats finaux

Octobre 2026

Méthodologie

Sondage sur les politiques fiscales

Type de sondage : Sondage en ligne de la FCEI à accès contrôlé.

Période de sondage : Du 6 août au 3 septembre 2026.

Échantillon : Basé sur les réponses de 1 694 membres FCEI, qui sont propriétaires de PME et issus de tous les secteurs et de toutes les régions du Canada. À titre de comparaison, un échantillon probabiliste avec le même nombre de répondants aurait une marge d'erreur de +/- 2,4 %, 19 fois sur 20.

Objectif et contexte : Le Sondage sur les politiques fiscales de la FCEI est un sondage spécial conçu pour recueillir le point de vue des PME sur les dépenses publiques, la fiscalité et les politiques budgétaires. Il examine l'effet des politiques actuelles sur la compétitivité et les activités des entreprises, cerne les principaux défis ainsi que les possibilités d'amélioration, et contribue à orienter les priorités du travail d'influence de la FCEI.

Impact : Nous recueillons nos données directement auprès des membres FCEI, afin de refléter leurs priorités adéquatement. Leurs réponses jouent un rôle clé dans l'orientation de notre travail d'influence afin de veiller à ce que les politiques gouvernementales soient alignées avec les besoins en évolution des PME.

Remarque : Dans certains cas, les totaux peuvent ne pas atteindre 100 % en raison de l'arrondissement des données.

Faits saillants

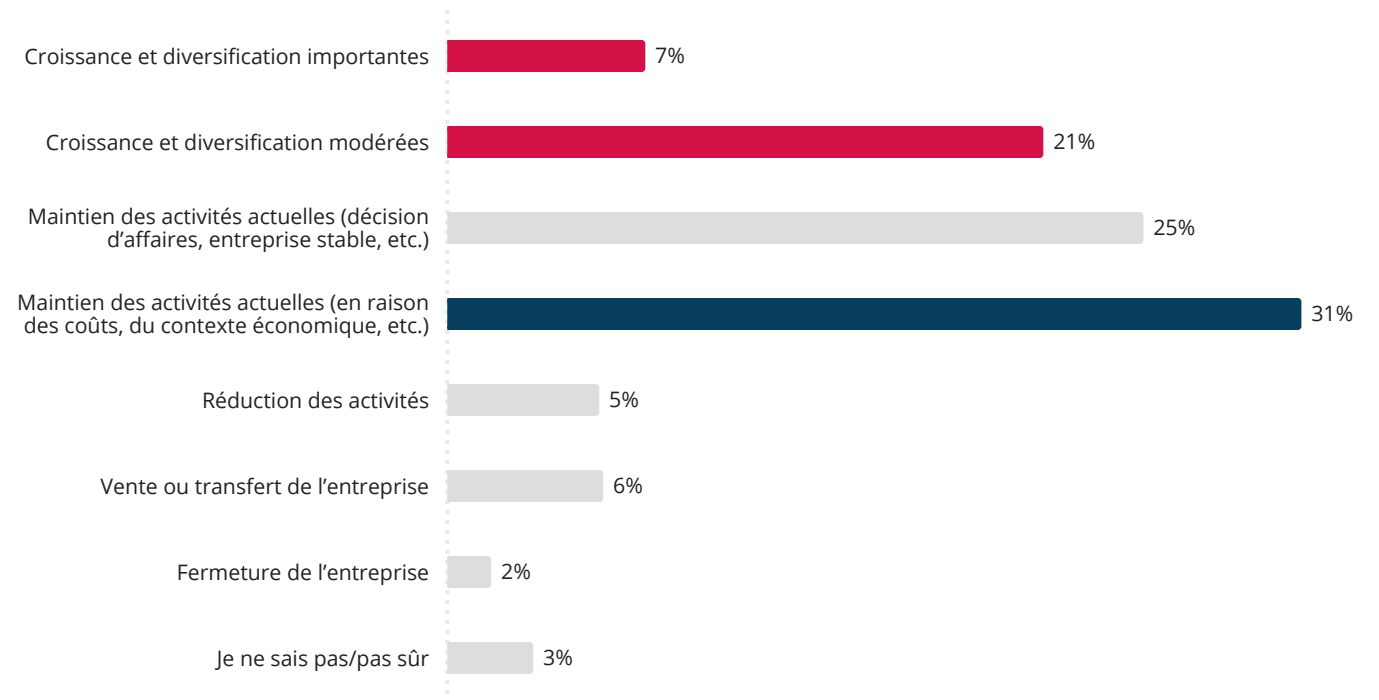
- **La plupart des petites entreprises misent sur la stabilité plutôt que sur l'expansion.** Plus de la moitié (56 %) prévoient maintenir le cap, dont 31 % en raison des pressions liées aux coûts et de l'incertitude économique, et 25 % parce que leur entreprise est stable et obtient les résultats escomptés. Environ 30 % prévoient croître ou diversifier leurs activités.
- **Les propriétaires d'entreprise considèrent que l'allègement fiscal et réglementaire est le moyen le plus efficace d'améliorer leur compétitivité.** Sept entrepreneurs sur dix (71 %) estiment qu'une réduction du fardeau fiscal améliorerait la compétitivité des entreprises au Canada et à l'étranger, tandis que 49 % sont du même avis à l'égard d'une réduction du fardeau réglementaire.
- **La réduction du taux d'imposition des petites entreprises est la mesure fiscale la plus populaire..** Près des deux tiers (62 %) affirment qu'abaisser le taux d'imposition des petites entreprises de 9 % à 6 % serait la mesure la plus avantageuse pour elles, suivi par une diminution des taxes sur la masse salariale, comme les cotisations à l'assurance-emploi (AE) et au Régime de pensions du Canada (RPC).
- **Un allègement fiscal favoriserait le réinvestissement et renforcerait la résilience financière des entreprises.** Si le fardeau global des taxes, impôts et frais était réduit, 58 % des propriétaires d'entreprise augmenteraient la rémunération de leurs employés, 48 % rembourseraient leurs dettes et 47 % développeraient leurs activités.
- **Les changements à l'impôt sur les gains en capital encourageraient l'investissement et la croissance des entreprises.** Environ 65 % affirment qu'un taux d'inclusion plus faible des gains en capital excédant l'exonération cumulative des gains en capital (ECGC) encouragerait modérément ou fortement les investissements, tandis que 59 % disent la même chose à propos d'une hausse de l'ECGC à 2 millions de dollars et de son indexation sur l'inflation.
- **Les propriétaires d'entreprise préfèrent nettement les mesures générales visant à renforcer la compétitivité plutôt que les programmes de soutien ciblés.** Quatre sur cinq (80 %) estiment que la création d'un environnement d'affaires concurrentiel est une meilleure façon de stimuler la croissance économique que l'octroi d'un soutien ciblé à certains secteurs ou certaines industries.

Plans d'affaires, croissance et compétitivité

Environ le quart des PME prévoient une croissance importante (7 %) ou modérée (21 %)

-
- 28 % des entreprises prévoient **accroître** leurs activités
 - 56 % prévoient maintenir leurs activités actuelles, dont 31 % qui **ne peuvent pas prendre de l'expansion en raison des pressions sur les coûts**
 - 5 % prévoient réduire leurs activités
 - 8 % prévoient vendre ou fermer leur entreprise
-

Quels sont vos plans d'affaires pour les 12 prochains mois? (Sélectionner une seule réponse)

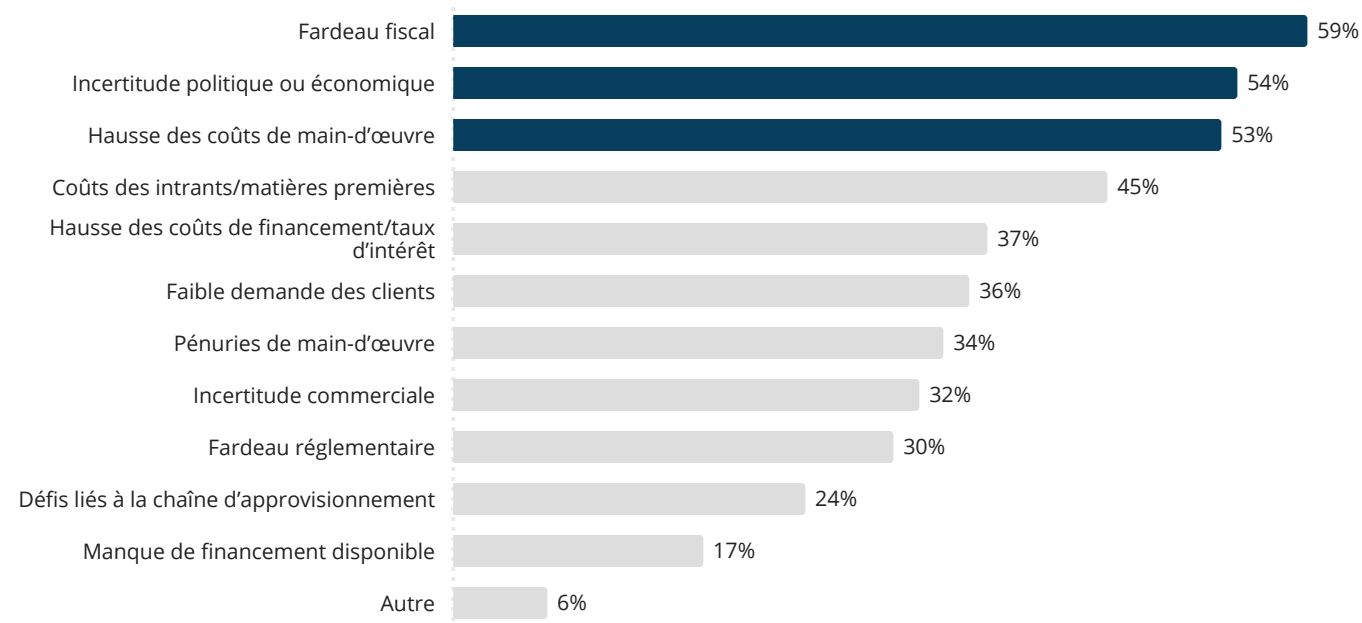


Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

La croissance des entreprises est principalement freinée par le fardeau fiscal, l'incertitude politique ou économique et la hausse des coûts de main-d'oeuvre

Pour de nombreux propriétaires, les pressions sur les coûts et l'incertitude politique ou économique compliquent les projets d'expansion de leur entreprise

Quels facteurs freinent l'expansion de votre entreprise? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)*



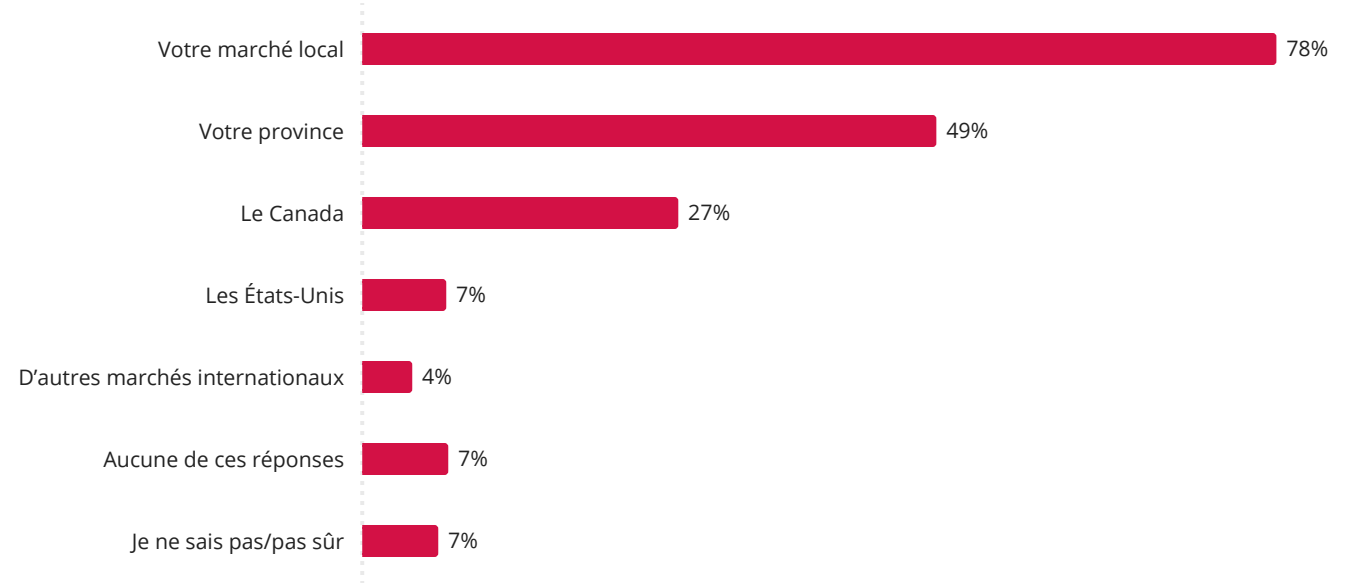
Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

* Note : Cette question a été posée uniquement aux répondants qui prévoyaient maintenir leurs activités actuelles en raison des pressions liées aux coûts, aux conditions économiques ou à d'autres facteurs.

La grande majorité des propriétaires de PME estiment pouvoir concurrencer efficacement les entreprises de leur marché local, mais cette proportion diminue à mesure que le marché s'élargit

La confiance des propriétaires de PME quant à leur compétitivité est élevée à l'échelle locale (78 %), mais diminue à mesure que le marché s'élargit, passant à 49 % au niveau provincial, 27 % au niveau national, 7 % aux États-Unis et 4 % à l'international

Pensez-vous que votre entreprise peut livrer une concurrence équitable sur les marchés suivants? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

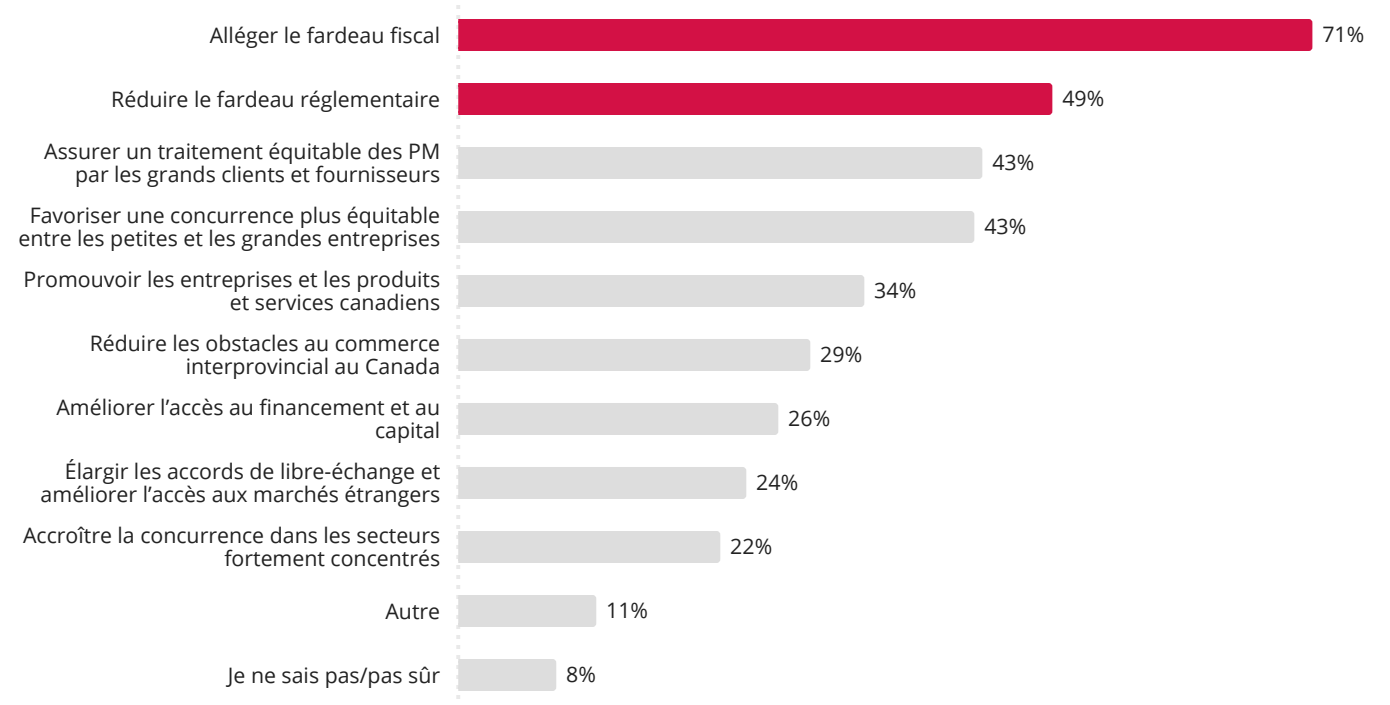


Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

La réduction du fardeau fiscal et de la paperasserie est perçue comme le moyen le plus efficace pour améliorer la compétitivité des entreprises

Les entrepreneurs estiment qu'un allègement du fardeau fiscal et réglementaire est essentiel pour renforcer la compétitivité de leur entreprise ici comme à l'étranger

Quelles mesures renforceraient la compétitivité de votre entreprise au Canada et à l'étranger? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)



Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

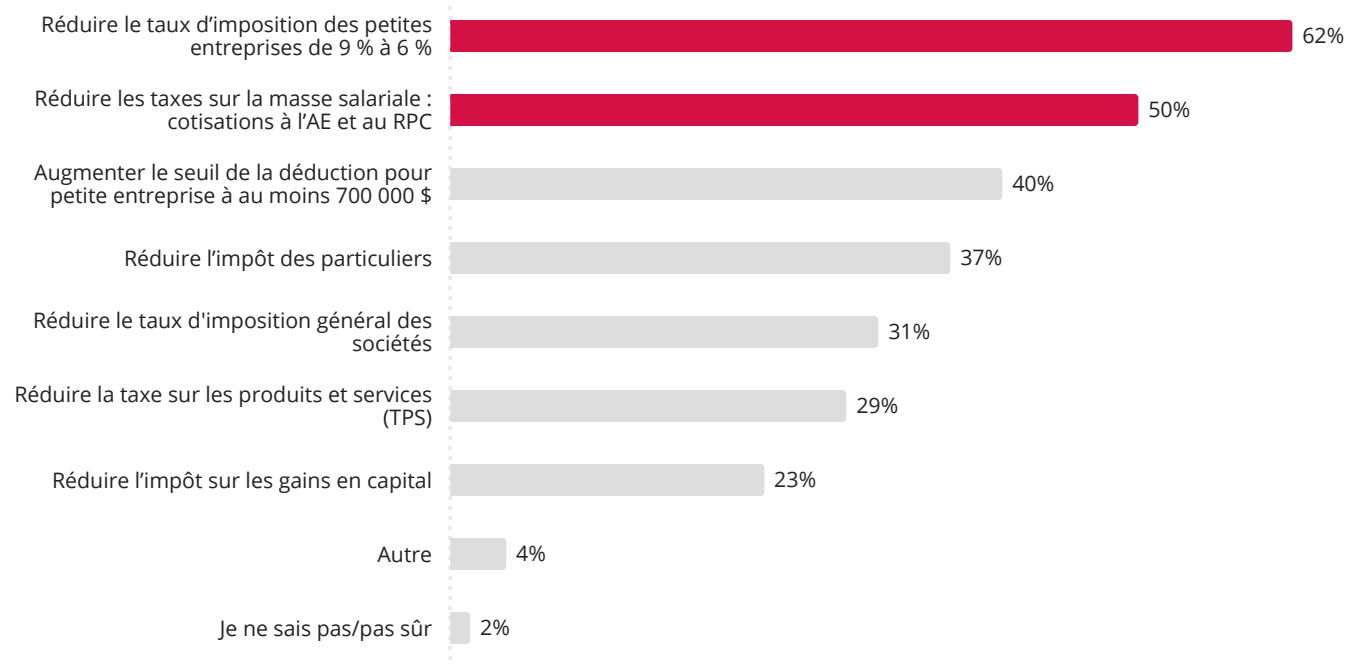
Pression exercée par les taxes, impôts et coûts

La mesure fiscale la plus populaire est la réduction du taux d'imposition des petites entreprises, suivie par la réduction des taxes sur la masse salariale

Près des deux tiers des entrepreneurs (62 %) estiment que la réduction du taux d'imposition des petites entreprises de 9 % à 6 % serait la mesure la plus bénéfique, suivie de la réduction des taxes sur la masse salariale, telles que les cotisations à l'assurance-emploi (AE) et au Régime de pensions du Canada (RPC).

Cet appui est similaire chez les PME en croissance et celles qui sont stables.

Si le gouvernement fédéral réduisait le fardeau fiscal, quelles mesures seraient les plus avantageuses pour votre entreprise? (Sélectionner 3 réponses au maximum)

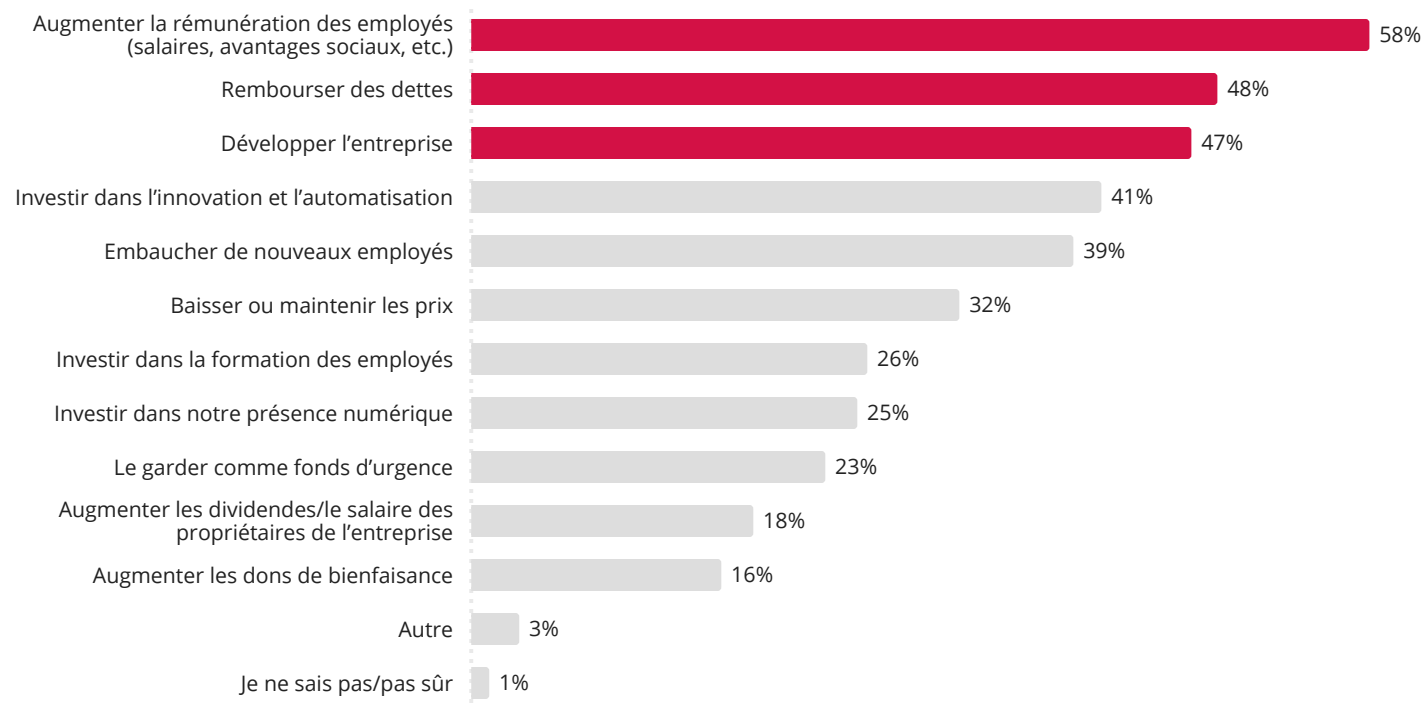


Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

Si les taxes et les frais étaient réduits, les propriétaires de PME augmenteraient les salaires, rembourseraient leurs dettes ou investiraient dans la croissance de leur entreprise

En cas de réduction des taxes, impôts et frais, 58 % des PME augmenteraient la rémunération de leurs employés, tandis que 48 % rembourseraient leurs dettes et 47 % développeraient leurs activités

Si le gouvernement réduisait le fardeau global des taxes, impôts et frais, que feriez-vous avec l'argent ainsi économisé? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

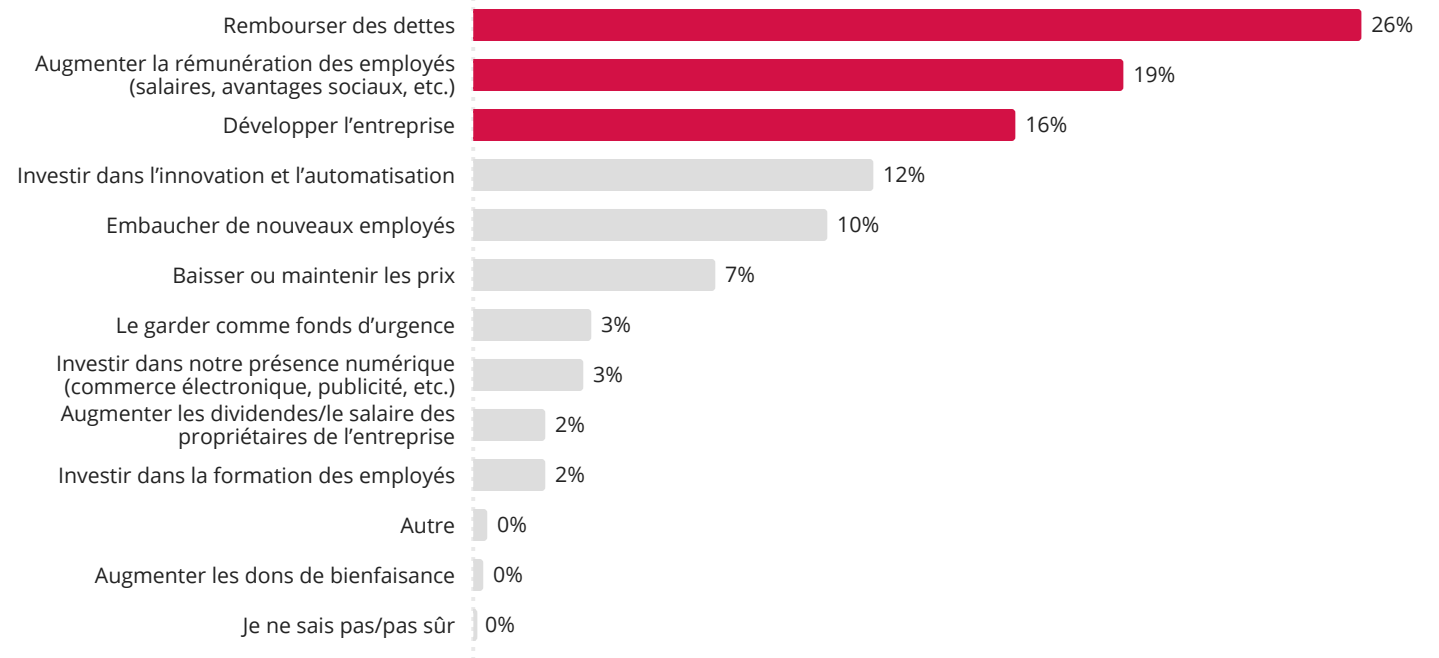


Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

Les PME utiliseraient principalement les économies découlant d'une réduction des taxes et des frais pour rembourser leurs dettes, augmenter la rémunération de leurs employés et développer leurs activités

La plupart des entrepreneurs utiliseraient leurs économies d'impôt pour renforcer la santé financière de leur entreprise, mieux rémunérer leurs employés, améliorer leurs conditions de travail et soutenir leur croissance

À quel poste affecteriez-vous la majorité des économies? (Sélectionner une seule réponse)*

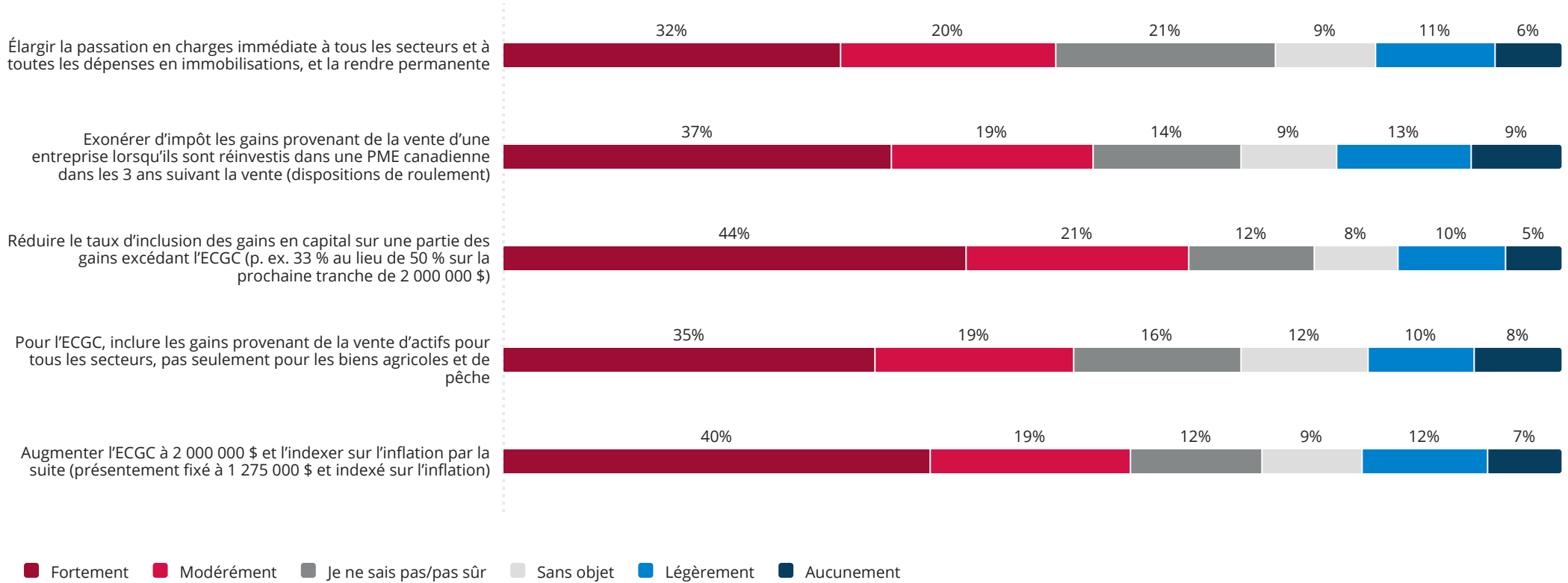


Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

* Note : Cette question a été posée uniquement aux répondants ayant sélectionné plus d'une utilisation potentielle des économies réalisées grâce à une réduction des taxes, des impôts, et des frais.

Les propriétaires de PME seraient davantage enclins à investir si certaines améliorations clés étaient apportées au régime fiscal

Dans quelle mesure les initiatives suivantes vous inciteraient-elles à investir dans des projets actuels ou futurs de votre entreprise?



Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

Programmes de soutien aux entreprises

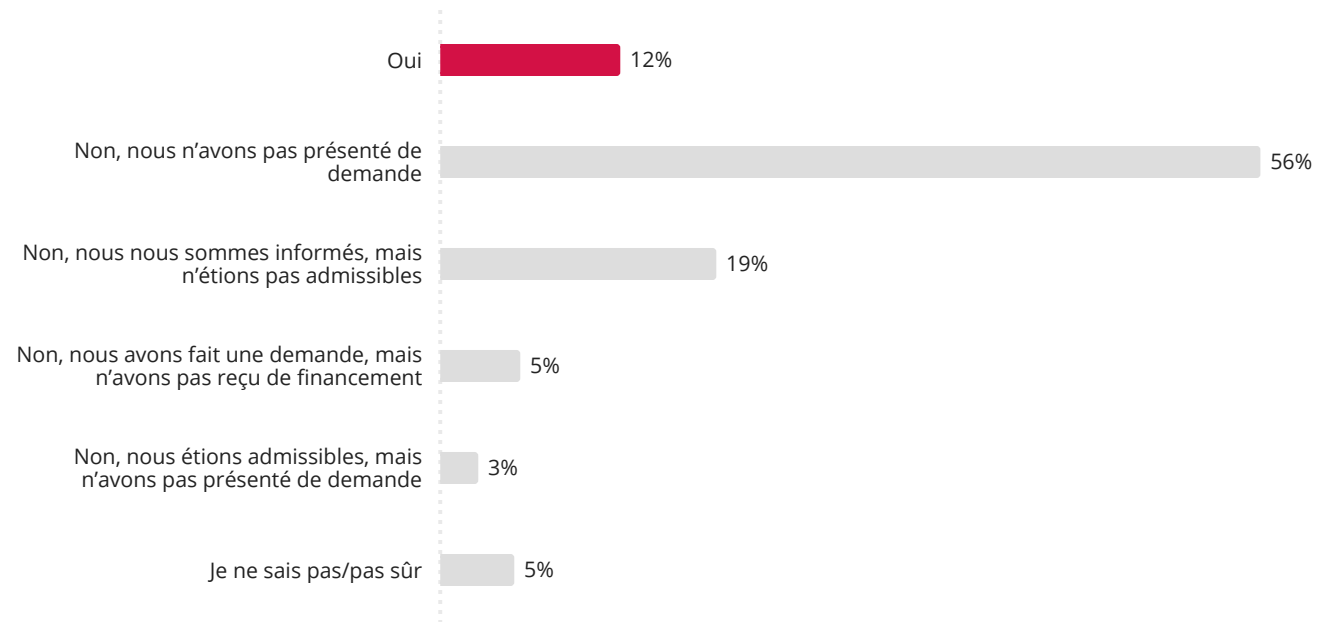
Seuls 10 % des propriétaires de PME ont reçu du financement provenant de programmes de subventions ou de contributions du gouvernement fédéral

Seulement une PME sur dix a reçu du financement provenant d'un programme fédéral

Environ deux PME sur dix ont tenté de présenter une demande, mais n'étaient pas admissibles

Plus de la moitié n'ont pas tenté d'obtenir ce financement

Au cours des 3 dernières années (de 2023 à 2026), votre entreprise a-t-elle reçu un financement sous forme de subventions ou de contributions du gouvernement fédéral? (Sélectionner une seule réponse)



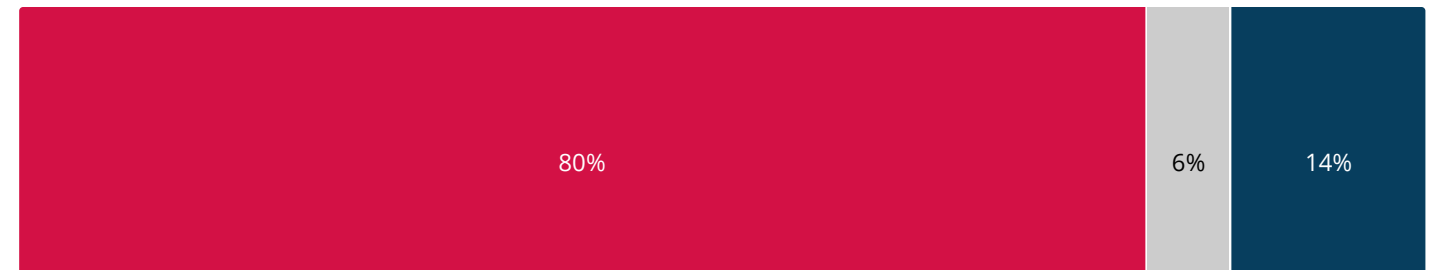
Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

Les propriétaires de PME privilégient les mesures générales visant à améliorer la compétitivité de l'ensemble des entreprises plutôt que les programmes de soutien ciblés

Les propriétaires de PME préfèrent des mesures profitant à l'ensemble des entreprises plutôt que des programmes de soutien destinés à des secteurs particuliers

Les gouvernements peuvent soutenir la croissance économique de différentes façons. Selon vous, laquelle des approches suivantes le gouvernement devrait-il adopter pour favoriser la prospérité économique? (Sélectionner une seule réponse)*

- Créer un environnement d'affaires concurrentiel qui bénéficie aux entreprises et aux secteurs de l'ensemble de l'économie
- Je ne sais pas/pas sûr
- Offrir un soutien ciblé à certains secteurs ou domaines prioritaires en fonction d'objectifs économiques stratégiques



Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

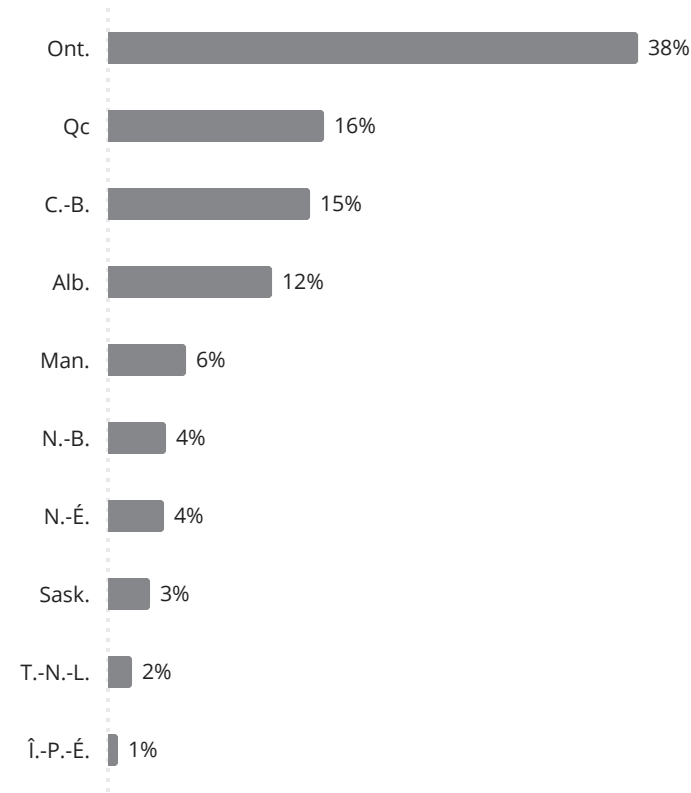
* Note : Cette question a été posée uniquement aux répondants ayant reçu un financement du fédéral.

Principales recommandations fiscales

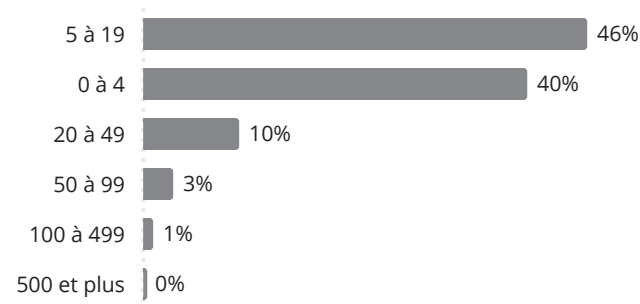
- 1) **Réduire le taux d'imposition des petites entreprises** de 9 % à 6 %.
- 2) **Augmenter le seuil de la déduction accordée aux petites entreprises** de 500 000 \$ à au moins 700 000 \$ et l'indexer sur l'inflation par la suite.
- 3) **Augmenter le seuil de revenu passif** de 50 000 \$ à au moins 250 000 \$.
- 4) **Augmenter le seuil de la TPS/TVH** (inchangé depuis 1991) de 30 000 \$ à au moins 60 000 \$ et l'indexer sur l'inflation par la suite.
- 5) **Augmenter le seuil de la méthode rapide de comptabilité de la TPS/TVH** (inchangé depuis 2002) de 400 000 \$ à au moins 700 000 \$ et l'indexer sur l'inflation par la suite.
- 6) **Augmenter le montant de l'exemption de base du Régime de pensions du Canada** (inchangé depuis 1998) de 3 500 \$ à 7 000 \$ et l'indexer sur l'inflation par la suite.
- 7) **Indexer sur l'inflation les seuils relatifs aux versements de TPS/TVH** (inchangés depuis 2007) **et des retenues à la source** (inchangés depuis 2014). Cela porterait le seuil relatif aux versements annuels de la TPS à 2,2 M\$ (par rapport à 1,5 M\$) et le seuil relatif aux versements mensuels des retenues à la source à 35 000 \$ (par rapport à 25 000 \$).
- 8) **Réduire le taux d'inclusion des gains en capital** à 33 % pour les PME sur les premiers 2 000 000 \$ excédant l'ECGC (incitatif aux entrepreneurs canadiens).
- 9) Pour l'ECGC, **inclure les gains provenant de la vente d'actifs** et d'actions pour tous les secteurs, pas seulement pour les biens agricoles et de pêche.
- 10) **Exonérer d'impôt les gains provenant de la vente d'une entreprise** (actifs et actions) lorsqu'ils sont réinvestis dans une société privée sous contrôle canadien (SPCC) dans les 3 ans suivant la vente (disposition déroulement).
- 11) **Étendre la passation en charges immédiate** à tous les types d'investissements en capital qui demeurent exclus du régime actuel.
- 12) **Réduire les cotisations à l'assurance-emploi (AE) des plus petites entreprises** en leur permettant de verser des cotisations équivalentes à celles des employés sur une masse salariale totale inférieure à 600 000 \$ (semblable au crédit pour l'emploi visant les petites entreprises de 2015 - 2016).
- 13) **Accorder aux travailleurs autonomes une déduction d'entreprise standard ou un crédit d'impôt remboursable** pouvant atteindre 20 000 \$, semblable à la Qualified business income deduction (déduction pour le revenu d'entreprise admissible) récemment rendue permanente aux États-Unis.

Annexe : profil des répondants

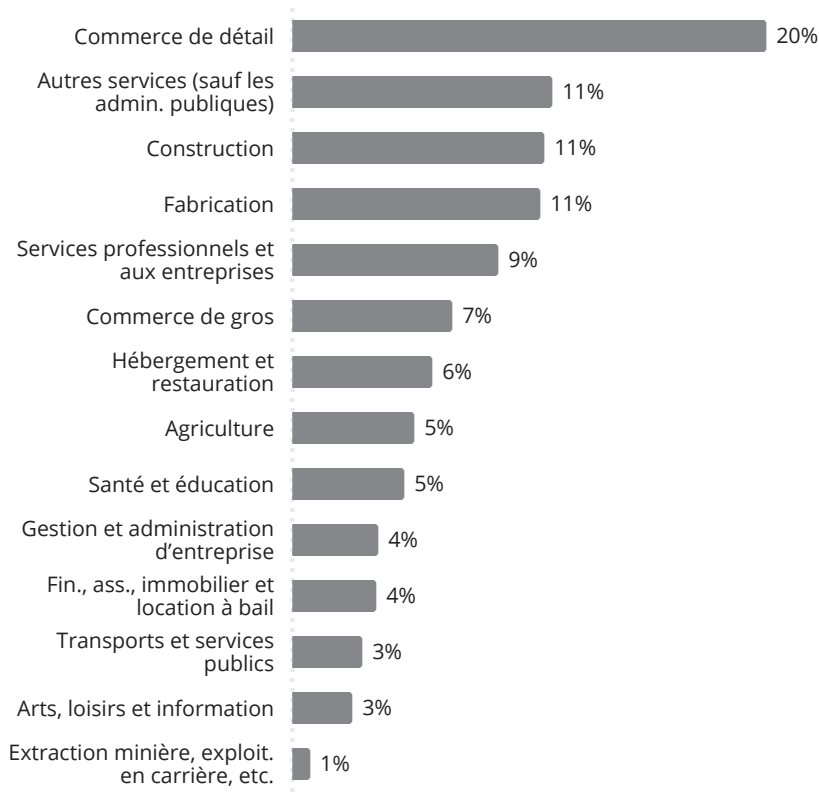
Par emplacement de l'entreprise



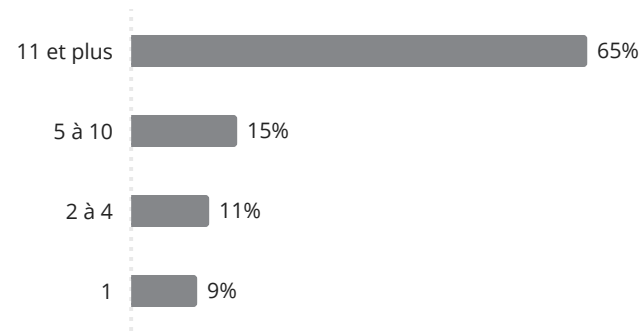
Par nombre d'employés



Par industrie

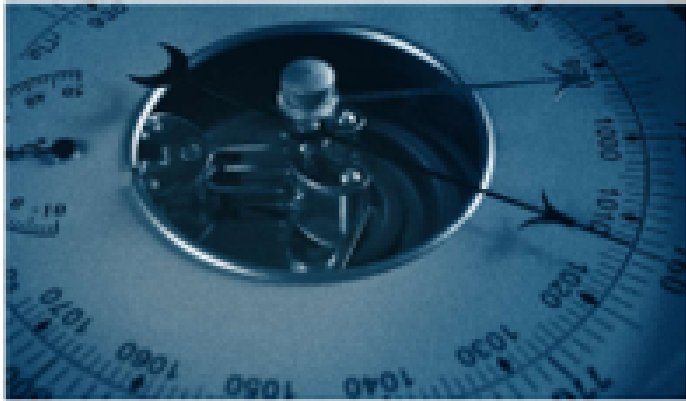


Par années d'activité



Source : FCEI, Sondage sur les politiques fiscales, du 6 août au 3 septembre 2026.

Publications vedettes et données clés sur les PME de la FCEI



Baromètre des affaires^{MD} mensuel

Ce sondage FCEI analyse la confiance et les attentes des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires.



Sondage omnibus Votre Voix sur les enjeux touchant les PME

Chaque deux mois, les membres FCEI répondent à *Votre Voix*, un sondage couvrant un large éventail de sujets d'actualité. Les plus récents résultats sont présentés dans une série de graphiques informatifs.



Le pouls des entreprises

Aperçu des travailleurs autonomes, des entreprises qui ont des employés, des entrées et sorties d'entreprises, et des insolvabilités.

Pour nous contacter : recherche@fcei.ca @CFIB_FCEI_Stats fcei.ca/recherche